Bureau du 8 juillet 2002

Décision n° B-2002-0702

objet : Opération schéma de développement économique (SDE) - Demande de validation sur l'année 2002
service : Délégation générale au développement économique et international - Direction des affaires économiques

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 28 juin 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2002-0444 en date du 4 février 2002, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Depuis 1997, la Communauté urbaine participe avec la chambre de commerce et d'industrie de Lyon, la chambre de métiers du Rhône, le GIL-Medef Lyon-Rhône et la confédération générale des PME du Rhône (CGPME) au schéma de développement économique de l'agglomération lyonnaise.

Après une phase de diagnostic du tissu économique, fut élaboré, en 2001 un programme d'actions économiques, concerté pour le territoire lyonnais qui définit trois orientations stratégiques prioritaires :

- entreprendre et développer :

favoriser l'esprit d'entreprendre et créer les conditions optimales pour encourager la création, la reprise ou la transmission d'entreprises,

- régénérer et innover

développer l'adaptation des PME-PMI par la mise en place d'actions contribuant à la diffusion des innovations technologiques, sociales et organisationnelles,

- choisir pour se spécialiser

renforcer les secteurs d'excellence : les technologies de l'information et de la communication et les biotechnologies.

Pour atteindre ces objectifs et renforcer l'agglomération dans sa position de cité créatrice et innovante, les acteurs souhaitent s'appuyer sur trois fonctions leviers :

- le marketing territorial, en intensifiant les efforts de communication pour attirer les investisseurs et en contribuant à l'animation économique et au maillage des réseaux locaux,

- l'aménagement du territoire, avec notamment la programmation de nouveaux sites d'accueil, le développement de l'aéroport Saint Exupéry et le renforcement des pôles géographiques stratégiques,

- la prise en compte du développement durable.

Les présidents des cinq institutions partenaires se sont engagés dans cette démarche concertée et se réunissent régulièrement pour suivre l'avancée de ce programme, à travers le groupe de gouvernance économique.

Depuis octobre 2001, les acteurs économiques locaux construisent ensemble les modalités de mise en œuvre de quinze actions parmi les quarante que compte le plan d'actions, qui devront donner lieu à des réalisations dès 2002.

Ces quinze actions sont les suivantes :

- développer un accompagnement efficace pour favoriser l'essaimage dans les PME-PMI des secteurs de technologies médianes,
- renforcer l'accompagnement de la reprise d'entreprises et/ou de reconversion d'activités,
- favoriser la sensibilisation à l'entrepreneuriat dans les collèges et les lycées,
- coordonner le projet d'agglomération lyonnaise pour la création et la reprise d'entreprises (projet européen Equal),
- diffuser l'usage des TIC aux PME-PMI,
- favoriser et amplifier l'approche alliance,
- promouvoir et développer le bio-cluster au niveau européen,
- promouvoir et développer le cluster Lyon game sur les jeux vidéos,
- réaliser le portail économique,
- élaborer une stratégie de communication et de promotion globale du territoire et par filières d'excellence,
- communiquer sur Lyon, destination culturelle et touristique,
- élaborer une stratégie de promotion et d'accueil des congrès et salons dans l'agglomération lyonnaise,
- requalifier, aménager et gérer les zones d'activités,
- favoriser la montée en puissance de l'aéroport Lyon Saint Exupéry,
- sensibiliser et communiquer sur la performance environnementale.

(Voir le plan d'actions SDE complet joint au dossier).

La mise en œuvre opérationnelle des actions repose sur les principes :

- de la subsidiarité, chaque acteur apporte sa contribution selon ses expertises et ses priorités stratégiques, tout en gardant sa liberté d'actions dans son champ de compétences et de responsabilités,
- du partenariat, les porteurs de projets sont multiples et les actions se définissent et se réalisent en concertation et en mutualisant les énergies et les moyens.

Ainsi, aujourd'hui, environ une cinquantaine d'acteurs sont mobilisés pour réaliser les projets qui visent à favoriser l'attractivité et la compétitivité de la métropole lyonnaise et des entreprises qui y sont implantées.

Outre son rôle d'opérateur économique, dans le SDE, la Communauté urbaine assure, depuis octobre 2001, la coordination générale de ce plan d'actions. Elle assure donc les fonctions suivantes :

- . coordonner les actions et initiatives pour garantir leur cohérence avec les orientations stratégiques,
- . donner une lisibilité globale et en temps réel de l'ensemble des actions engagées,
- . rendre compte aux instances de pilotage (groupe de gouvernance qui réunit les présidents et directoire, regroupant les directeurs généraux des cinq institutions partenaires),
- . définir le rôle de chaque acteur et veiller au respect des règles de fonctionnement,
- . piloter l'engagement de chaque action à travers des outils de suivi spécifique (tableaux de bord, plate-forme collaborative, etc.),
- . mettre en place les indicateurs et le mode d'évaluation,
- . apporter un appui méthodologique aux porteurs de projets.

Ce programme et ce fonctionnement ont été approuvés par les élus du pôle de développement économique le 21 janvier 2002, par le groupe de gouvernance le 15 février 2002 et par le directoire en date des 22 janvier et 4 juin 2002.

Afin de permettre le bon fonctionnement de ce programme de développement économique partagé et d'assumer son rôle de secrétariat général du SDE, la Communauté urbaine souhaite :

- mettre en place et animer une plate-forme collaborative, c'est-à-dire un extranet permettant l'échanges d'informations et de connaissances entre les acteurs,
- se faire assister par un ou des prestataires dans ses fonctions de suivi, d'appui méthodologique, de communication autour du SDE,
- permettre l'expérimentation ou l'initialisation de nouveaux projets et nouvelles actions, en apportant un appui technique et/ou financier, sous la forme de subventions aux porteurs de projets ou sous la forme d'achats de prestations.

A ce jour, les actions à soutenir ne sont pas encore arrêtées mais cela pourrait être par exemple : l'appui à l'essaimage, la sensibilisation à la performance environnementale à travers un rapport environnement, un module pédagogique et ludique de sensibilisation à l'entrepreneuriat dans les collèges et les lycées, favoriser les alliances entre PME-PMI.

Pour l'année 2002, la Communauté urbaine souhaite, dans l'opération SDE, engager pour réaliser les missions précédemment citées, 215 000 € répartis comme suit :

- accès et animation de la plate-forme collaborative	15 000 € pour 2002
- assistance à maîtrise d'ouvrage pour la coordination générale	90 000 € pour 2002
- lancement de nouvelles actions, expérimentation, appui	110 000 € pour 2002

Vu ledit dossier ;

Vu la délibération du Conseil n° 2002-0444 en date du 4 février 2002 ;

DECIDE

1° - Autorise la création de l'opération schéma de développement économique.

2° - Le montant de la dépense, soit 215 000 €, sera prélevé sur les crédits inscrits au budget primitif de la Communauté urbaine - exercice 2002 - à concurrence de 200 000 € - compte 622 800 et à concurrence de 150 000 € - compte 628 100 - fonction 090.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,